

Conseil de gouvernement du jeudi 31 Mai 2012

Hausse de 7,2 pc des recettes à fin avril (Nizar Baraka)

Les recettes ont affiché, à fin avril 2012, une hausse de 7,2 pc (4,3 milliards de dirhams) par rapport à la même période de 2011, et un taux de réalisation de 33 pc par rapport aux prévisions préliminaires, a indiqué jeudi le ministre de l'Economie et des finances, Nizar Baraka.

Le ministre, qui présentait un exposé sur la situation de l'économie nationale et l'exécution de la loi de finances 2012 lors de la réunion du conseil de gouvernement, a souligné que la cadence des dépenses depuis le début de l'année en cours a été "normale" et les crédits ouverts ont été conformes aux décrets promulgués en la matière, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

D'autre part, les dépenses ordinaires ont augmenté de 16,3 pc (10,3 milliards de dirhams) en raison de l'aggravation des charges de la compensation (32 pc) et de l'augmentation des salaires (+16,7 pc), a précisé le ministre.

Le taux d'exécution des dépenses d'investissement a atteint 24 pc durant les quatre premiers mois de 2012, a-t-il ajouté, relevant "certaines vulnérabilités" qui ont marqué récemment la conjoncture internationale.

Les principales évolutions de l'économie marocaine durant les quatre premiers mois de l'année en cours affirment, dans l'ensemble, que la croissance économique maintient son rythme positif, en dépit des conditions climatiques défavorables et la décélération de certains secteurs d'exportation, a estimé M. Baraka.

Sur la base de ces évolutions, le taux de croissance s'établirait à 3,4 pc au lieu des 4,2 pc annoncés précédemment, a-t-il dit.

M. Baraka a, par ailleurs, relevé un creusement de 6,3 pc du déficit commercial à fin avril dernier et une amélioration des recettes des Marocains résidant à l'étranger et des voyages, respectivement de 1,5 et de 1 pc.

Le dossier du Sahara est entre les mains du SG de l'ONU pour "rendre justice" au Maroc et "redresser" le processus de négociations

Le dossier du Sahara est entre les mains du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, "afin de rendre justice au Maroc et redresser le processus de négociations", a affirmé jeudi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, Christopher Ross, "ne réunit plus les conditions nécessaires lui permettant d'assurer le succès des négociations sur le Sahara", a indiqué le ministre lors d'un point de presse tenu à l'issue de la réunion hebdomadaire du Conseil de gouvernement, déplorant que le processus actuel des négociations s'est "érodé".

La décision du Maroc de retirer sa confiance à Christopher Ross a été dictée par le devoir de défendre et de préserver sa souveraineté nationale sur ses territoires, a-t-il dit.

Ce retrait de la confiance à Ross "est une invitation claire aux Nations unies pour veiller à la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de sécurité qui appellent à de vrais pourparlers pour parvenir à une solution politique, durable et mutuellement acceptable, redresser le processus et prendre les mesures nécessaires pour remettre le dossier de négociations sur la bonne voie", avait souligné M. El Khalfi dans une précédente déclaration à la presse.

La première session du Baccalauréat les 12, 13 et 14 juin avec la participation de plus 451.000 candidats

La première session du Baccalauréat se déroulera les 12, 13 et 14 juin prochain, avec la participation de quelque 451.953 candidats, soit une augmentation de 18 pc par rapport à la session de juin 2011, a annoncé la ministre de l'Education nationale, Mohamed El Ouafa.

Intervenant devant le conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, M. El Ouafa a précisé que 47 pc des candidats sont de sexe féminin, faisant savoir que toutes les mesures ont été prises pour garantir les meilleures conditions pour le déroulement de l'examen, notamment en termes d'encadrement et de communication avec les candidats, a indiqué le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

L'examen du baccalauréat, a poursuivi le ministre, est marqué cette année par plusieurs nouveautés, à savoir une nouvelle manière de calculer la moyenne de la session de rattrapage, en se basant sur les meilleures notes obtenues par le candidats lors de la première session et celle de rattrapage, prévue les 10, 11 et 12 juillet, l'interdiction d'introduire les téléphones cellulaires dans les salles d'examen sous peine d'exclusion, et ce dans le cadre des efforts déployés en vue de lutter contre la fraude aux examens, outre la préservation de l'authenticité du diplôme en y apposant un cachet de garantie.

Louant les efforts déployés par le corps enseignant et la mobilisation des cadres du système de l'éducation impliqués dans les différentes étapes de l'examen (surveillance, correction, publication des résultats...), M. El Ouafa a également tenu à remercier les cadres du ministère de l'Intérieur, notamment les walis et gouverneurs, les autorités locales, les agents de sécurité et les éléments de forces auxiliaires et de la protection civile, pour leur grande contribution pour assurer le bon déroulement de cette importante échéance.

Approbation de deux conventions internationales sur la sécurité sociale et l'utilisation pacifique de l'énergie atomique

Le conseil de gouvernement a approuvé, jeudi, deux conventions internationales relatives à la sécurité sociale et à la coopération arabe en matière d'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Il s'agit de la convention n 102 concernant la norme minimum de la sécurité sociale, adoptée à Genève le 28 juin 1952 à l'occasion du 35ème congrès de l'Organisation internationale du Travail (OIT), et du traité arabe sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, signé à Alexandrie le 11 septembre 1964 et révisé le 26 mars 1982.

Lors d'un point de presse à l'issue du conseil, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi a précisé que le premier accord définit les domaines de sécurité sociale et les conditions les régissant, dont le chômage, la vieillesse, les accidents de travail et les maladies professionnelles.

Ce texte met l'accent notamment sur la responsabilité générale de l'Etat en matière d'application des lois, de garantie d'une gestion optimale des régimes de sécurité sociale et de leur financement par le biais d'abonnement ou d'impôt.

Pour le traité arabe sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, lequel porte création de l'instance arabe pour l'énergie atomique, le ministre a expliqué que cette structure a pour mission de soutenir la dynamique de développement de la société arabe et de promouvoir les économies de la région, en particulier dans les domaines des sciences, de la recherche, des techniques nucléaires et leurs applications pacifiques. L'instance oeuvre en coopération avec les institutions et organismes spécialisés et de concert avec les Etats arabes.